



Panel de Haut Niveau Post-2015, Londres, 31 Octobre - 2 Novembre 2012

Emploi et moyens de subsistance pour les pauvres

Résumé des recommandations

Dans le cadre de la décentralisation observée dans différents pays, la mise en place de politiques de développement économique local inclusives permet aux collectivités territoriales de contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Pour que les gouvernements locaux puissent pleinement jouer ce rôle, on devrait :

- Promouvoir des politiques nationales qui intègrent le développement économique local dans le contexte macro-économique;
- Encourager une décentralisation effective fiscale, politique et administrative;
- Pourvoir les gouvernements locaux de l'autonomie nécessaire et des responsabilités délégués afin de promouvoir et de soutenir des politiques de développement économique au niveau local, inclusives et centrées sur la lutte contre la pauvreté ;
- Permettre aux collectivités territoriales d'accéder aux programmes nationaux de développement économique ;
- Faciliter l'accès aux ressources financières ou à d'autres incitations, comme les programmes de microcrédit, et faciliter l'accès des marchés locaux aux entrepreneurs locaux qui offrent des services socialement responsables;
- Développer des politiques d'appel d'offre et d'achats pour soutenir les entreprises locales.

Le développement économique local

Les villes sont les principaux centres de la croissance économique. L'urbanisation rapide crée de nouvelles opportunités et favorise la densification des activités économiques. Néanmoins, dans de nombreuses villes des pays en développement, le secteur informel et les petites entreprises fournissent l'essentiel des emplois et des moyens de subsistance des pauvres des zones urbaines.

Le secteur informel en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud, par exemple, représente 77% de l'emploi non agricole. Dans les villes, ce secteur est composé de micro-entreprises familiales, du travail domestique, des vendeurs de rue, d'artisans, etc. Il est possible d'identifier et de chercher des solutions afin de surmonter les obstacles qui freinent le développement de ces activités, dans le but d'améliorer le potentiel de ces différents secteurs pour la création d'emploi et l'augmentation des revenus des travailleurs pauvres.

Il est important de prendre en compte les besoins et le potentiel de ces secteurs dans la définition des Objectifs de développement Post-2015. **Les politiques économiques locales inclusives permettent aux collectivités territoriales de lutter contre la pauvreté**, y compris par l'appui aux chômeurs et aux populations marginalisées, avec le concours de stratégies de promotion de l'emploi des jeunes, l'appui aux communautés défavorisées, la formation professionnelle et la mise en avant de l'égalité des droits pour les femmes.

Dans de nombreux pays, l'accent mis sur le développement économique local est une composante importante des stratégies d'aide aux régions ou aux groupes de populations marginalisées. En Afrique du Sud, par exemple, les programmes de développement économique au niveau local, soutenus au cours de la dernière décennie par le gouvernement national, encouragent les municipalités à attirer des investissements, notamment en direction des personnes pauvres ou marginales, en répondant ainsi aux besoins essentiels des populations.

Le gouvernement local a un rôle-clé dans le développement de l'économie locale, à la fois en termes de **création d'un environnement propice aux activités économiques** (par exemple: à travers la planification du développement local ou de l'investissement direct), et comme **catalyseur du développement, pour faciliter la coordination des différents acteurs et la collaboration avec la société civile et le secteur privé**. Il existe de nombreuses possibilités de collaboration dans les secteurs de services offerts par les municipalités : santé, éducation, sécurité, transport, etc.

La collaboration entre les gouvernements locaux et d'autres acteurs permet de:

- Promouvoir la planification intégrée et la participation citoyenne, en favorisant des politiques centrées sur les groupes de population les plus pauvres;
- Développer des infrastructures afin de créer un environnement propice à l'investissement local et utiliser de stratégies mobilisatrices de main-d'œuvre pour optimiser les possibilités d'emploi;
- Renforcer les capacités locales, promouvoir la création d'emplois et la diversification de l'économie locale;
- Soutenir le secteur informel afin d'améliorer les conditions d'emploi et le travail décent;
- Appuyer les initiatives de création d'emplois dans les communes les plus démunies dans le cadre d'une politique plus inclusive;
- Promouvoir des systèmes d'achats publics et d'appels d'offres plus accessibles pour les petites, micro et moyennes entreprises locales et renforcer leurs capacités afin qu'elles puissent être compétitives pour participer à ces processus;
- Soutenir l'utilisation des technologies de la communication et de l'information [TIC] pour améliorer l'efficacité des entreprises locales ;
- Travailler avec les acteurs locaux pour promouvoir le tourisme, l'artisanat, le patrimoine et la culture locale en améliorant les possibilités économiques et les offres d'emplois;
- Appuyer les petites, moyennes et micro-entreprises, en favorisant le développement du capital humain, en optimisant les ressources et les capacités locales, notamment pour les jeunes entrepreneurs et les femmes, afin d'attirer et retenir le personnel qualifié.

Le gouvernement local est un acteur important de la prestation de services, il peut, en outre, jouer un rôle crucial dans le développement économique et social de la population locale. En travaillant efficacement avec les gouvernements nationaux et avec les organisations de la société civile, les groupes communautaires et le secteur privé, les collectivités territoriales contribuent fortement à la croissance économique, à la création d'emplois et au développement social.